

# PAUVRETE et differenciation des menages ruraux



Pour mieux cerner la situation des ménages ruraux, jusqu'ici insuffisamment documentée, et les conséquences des multiples changements dans leur environnement agro-écologique et économique, la seconde phase du programme RuralStruc a mené des enquêtes (voir fiche n°1) durant la campagne agricole 2008/09 auprès d'un millier de ménages ruraux répartis dans le Delta, le Centre Nord du Bassin Arachidier (CNBA), le Sud Est du Bassin Arachidier (SEBA) et en Haute et Moyenne Casamance (HMC). Ces enquêtes ont permis de caractériser les systèmes d'activités, d'estimer les revenus et d'identifier les principales contraintes des ménages ruraux. Elles ont permis de discuter l'hypothèse centrale du programme relative à l'adaptation des ménages agricoles aux changements de leur environnement par des stratégies composites d'activités et de revenus qui reconfigurent la physionomie de l'économie rurale.

Globalement, les résultats font ressortir :

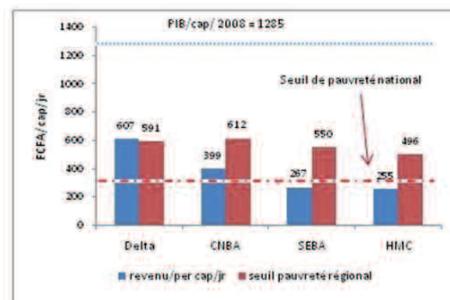
- l'ampleur de la pauvreté dans les zones étudiées ;
- la place encore prépondérante de l'agriculture dans les systèmes d'activités des ménages ruraux ;
- et une différenciation entre les exploitations familiales, essentiellement liée aux dotations en facteurs productifs et aux revenus non agricoles.

## Note de Synthèse n° 3

### LES MENAGES RURAUX SENEGALAIS SONT TRES PAUVRES, AVEC DES REVENUS INFERIEURS AU SEUIL DE PAUVRETE

Les résultats de notre étude montrent que le monde rural sénégalais est caractérisé par une grande pauvreté. La figure 1 présente une comparaison du revenu moyen per capita des ménages enquêtés avec le PIB per capita et les seuils de pauvreté aux niveaux régional et national (Minvielle et al, 2005).

Figure 1 : revenus journaliers et seuil de pauvreté par région



Source : Enquêtes RuralStruc II, 2008

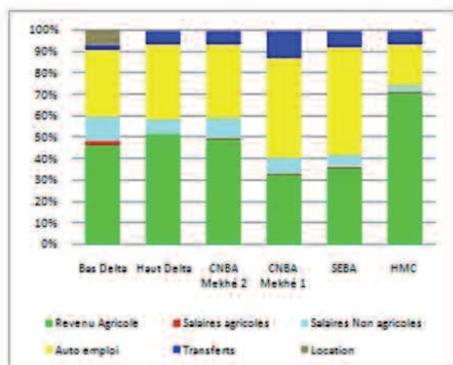
Les revenus moyens des ménages ruraux enquêtés durant la campagne 2008/09 sont faibles et varient entre 255 FCFA per capita et par jour (0,39 €) en HM Casamance et 607 FCFA (0,93 €) dans le Delta, soit 20 et 47% du PIB per capita (estimé à 1285 FCFA en 2008 soit 1,96 €). Ces revenus sont partout en deçà du seuil de pauvreté régional, sauf dans la région du Delta qui enregistre des revenus moyens supérieurs au seuil de pauvreté de la région de Saint-Louis (estimé à 591 FCFA/capita/jour).

De manière générale et paradoxalement, les revenus diminuent du Nord au Sud dans le sens inverse du gradient pluviométrique. Ainsi, la région « favorisée » du Delta confirme sa position de « gagnante » et la HM Casamance confirme sa marginalisation et ses handicaps (enclavement, faible organisation des producteurs, etc.), malgré un potentiel agro-écologique élevé. Même si les revenus moyens cachent de fortes disparités entre ménages au sein des régions, ils indiquent une pauvreté très largement répandue.

## L'AGRICULTURE RESTE LE SOCLE DES ACTIVITES DES MENAGES RURAUX...

Malgré les difficultés récurrentes du secteur, l'agriculture joue encore un rôle central dans les économies rurales au Sénégal. En effet, elle reste l'activité économique la plus répandue dans toutes les régions de l'étude. La grande majorité des ménages ruraux sont agricoles : au moins neuf ménages sur dix ont une exploitation agricole.

Figure 2: composition des revenus ruraux moyens par région selon les différentes sources (en % du revenu global)



Source : Enquêtes RuralStruc II, 2008

Mais l'importance des revenus tirés de cette activité varie selon les régions (Figure 2). L'agriculture permet de générer jusqu'à 70% du revenu moyen global des ménages dans la région la plus enclavée (HM Casamance), et aux environs de 50 % dans les régions ayant bénéficié d'importants investissements publics dans le secteur agricole (Delta) ou dans la région centre nord du Bassin arachidier (zone manioc). Par contre, dans les deux autres zones du Bassin arachidier (zone céréales du CNBA et Sud Est), la part des revenus agricoles n'est plus que de 30 à 40% du revenu global annuel. Dans ces zones, le déclin de la filière arachide, la dégradation des sols, la réduction des superficies cultivées par actif - une des conséquences de la croissance démographique - et des conditions agro-climatiques défavorables pendant une longue période (pluviométrie faible et incertaine), sont autant de contraintes qui ont poussé les ménages ruraux à rechercher d'autres sources de revenu hors de l'exploitation agricole (voir Figure 2).

## ... MAIS POUR BEAUCOUP DE MENAGES, ELLE N'EST PLUS LA SEULE ACTIVITE ET SOURCE DE REVENUS

Même si l'agriculture reste le socle des activités de l'unité familiale, elle ne suffit plus pour satisfaire aux besoins fondamentaux des ménages. Pour répondre à la pauvreté, la pluriactivité (l'exercice simultané de plusieurs activités génératrices de revenus) est aujourd'hui devenue la stratégie dominante des ménages ruraux qui cherchent à capter toutes les opportunités d'amélioration de leurs revenus. Dans un contexte de pénurie d'emplois hors de l'agriculture (voir fiche n°2), les ménages se tournent vers le secteur informel pour obtenir des revenus directs (auto-emploi et salaires non agricoles) ou vers la migration. Ces activités permettent de générer un complément aux revenus agricoles pour la plupart des ménages mais, pour certains d'entre eux, ces revenus sont aussi devenus la composante principale de leurs moyens d'existence.

Ainsi, les résultats des enquêtes montrent qu'au moins un ménage sur deux est engagé dans des activités non agricoles. Si l'auto-emploi est relativement moins développé et l'agriculture toujours centrale dans le Delta et en HM Casamance, la situation est différente dans le Bassin arachidier où plus de quatre ménages sur cinq sont engagés dans des activités non agricoles, qui sont devenues la première source de leurs revenus (54 à 73% du revenu moyen des ménages selon la zone).

Les régions du Bassin Arachidier et du Delta, qui sont les mieux connectées aux infrastructures et au marché du travail urbain (Dakar, Thiès, Saint-Louis), sont celles pour lesquelles les revenus non agricoles sont les plus importants. Ces revenus reposent essentiellement sur :

- \* L'auto-emploi et le salariat non agricole, qui contribuent entre 43 et 47% du revenu global des ménages (respectivement dans le SEBA et le CNBA). Ces activités correspondent surtout à des « petits boulots » et concernent le commerce, l'artisanat et le transport. Le commerce (boutiques, petit commerce de produits agricoles) est de loin l'activité la plus répandue. Les métiers d'artisans sont les suivants : maçons, charpentiers, peintres, plombiers, mécaniciens, coiffeuses, couturières, mais on observe aussi des métiers liés à la vannerie (CNBA) ou à la broderie. Le transport (chauffeurs de taxis) concerne aussi de nombreux actifs. Ces différentes activités non agricoles génèrent à la fois des revenus d'auto-emploi lorsque le membre du ménage est à son compte ou du salariat non agricole (apprentis, salariés de micro-entreprises). Elles constituent généralement l'activité principale de ceux qui l'exercent ;
- \* Les migrations, qui sont généralement de courte durée. Elles correspondent à la recherche de travail salarié agricole dans d'autres régions (notamment le Delta lors des récoltes) et à des migrations « pendulaires » vers les villes, avec des allers-retours fréquents pour y exercer de petites activités, généralement dans le secteur informel.



Dans la région la plus enclavée (HM Casamance), où les infrastructures sont insuffisantes et où les opportunités d'emplois hors agriculture sont moindres, les ménages qui diversifient leurs activités se tournent aussi vers l'auto-emploi (commerce, artisanat et transport). Toutefois, ces activités non agricoles contribuent de manière moins importante au revenu global, étant le plus souvent des activités secondaires pour ceux qui les exercent. Les migrations y sont essentiellement de longue durée.

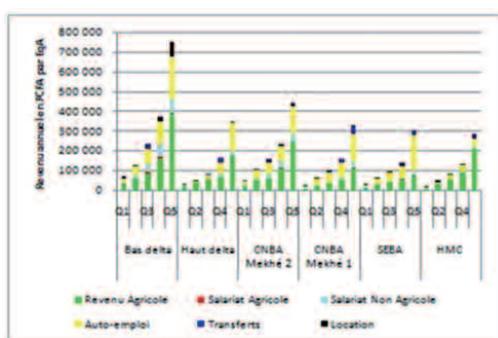
Dans la majorité des ménages enquêtés, la main-d'œuvre familiale est abondante mais sous employée. La croissance démographique élevée et la pression sur les ressources naturelles accentue ce problème dans un contexte de performances agricoles limitées et largement contraintes par la dégradation économique des principales filières (arachide) et du milieu naturel. La migration offre une alternative hors de l'agriculture pour certains ménages, notamment pour les jeunes, avec des effets positifs en termes de transferts. Elle aggrave toutefois le ratio de dépendance, privant les ménages de leurs bras les plus valides. Notons que les transferts - principalement liés aux migrations - contribuent peu aux revenus des ménages (7% du revenu global des ménages de l'échantillon en moyenne). Cette situation s'explique par le fait que les régions de l'étude n'incluent pas des zones « traditionnelles » d'émigration, telles que la Haute vallée du Fleuve Sénégal ou encore les régions de Louga et de Diourbel. Aussi, la méthodologie utilisée permet difficilement de comptabiliser les revenus générés au cours des migrations « pendulaires » vers Saint-Louis ou Dakar comme des transferts.

### LES ACTIVITES NON AGRICOLES ET LA DOTATION EN ACTIFS PRODUCTIFS SONT DES FACTEURS DE DIFFERENCIATION

L'accès à des activités non agricoles ou à des transferts est dans la plupart des zones un facteur déterminant de différenciation entre les ménages. Mais il ressort aussi que les ménages les plus riches sont les mieux dotés en actifs productifs (voir la Figure 3 qui présente les revenus par quintiles de ménages).

Ainsi, dans le Bassin arachidier, même si la palette d'activités génératrices de revenus (agriculture, auto-emploi, salariat non agricole et transferts privés) reste quasi-identique pour tous les ménages, les plus riches disposent de revenus non agricoles beaucoup plus importants (voir Figure 4). De manière générale, l'auto-emploi est de loin leur première source de revenu et contribue largement à leur revenu global. Les combinaisons d'activités et de revenus varient selon la zone considérée (CNBA, SEBA) et de ses opportunités.

Figure 4 : sources de revenus par quintiles et par région

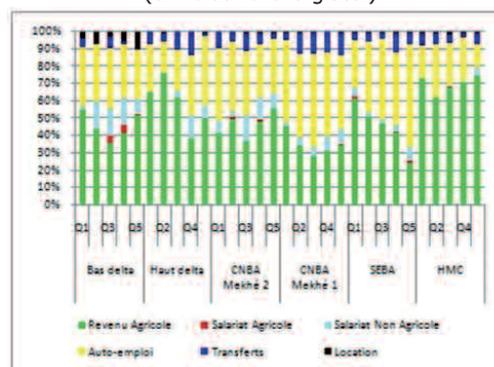


Source : Enquêtes RuralStruc II, 2008

conséquent d'un accès privilégié à la fumure et à la traction attelée qui leur permet de développer des productions dont les exigences agronomiques et les coûts de production ne peuvent être supportés par les ménages les plus démunis (pour la production de maïs notamment).

Ainsi, de manière générale, une minorité de ménages riches a réussi à s'engager dans des activités plus rémunératrices dans l'agriculture et/ou hors de l'agriculture, impliquant une meilleure dotation en facteurs ou un investissement initial important (capital financier pour l'installation d'un magasin par exemple). Les plus pauvres et les plus marginalisés en revanche n'ont accès qu'à des « petits boulots » –souvent mal rémunérés– en complément de leurs revenus agricoles.

Figure3 : structure des revenus par quintile de ménage et par source de revenu (en % du revenu global)



Source : Enquêtes RuralStruc II, 2008

En revanche, les ménages les plus riches du Delta ou de la HM Casamance, mais aussi du BA Nord 2, sont ceux pour lesquels l'agriculture permet de générer des revenus élevés : leurs revenus agricoles par EqA peuvent atteindre jusqu'à cinq fois la valeur du revenu global par EqA des ménages les plus pauvres (voir Figure 4).

Dans ces zones, l'analyse des résultats par classe de revenu agricole montre que les ménages bénéficiant de revenus agricoles élevés (10% des ménages enquêtés) se distinguent par une meilleure dotation en facteurs (équipement agricole, foncier, cheptel, main-d'œuvre extérieure) qui leur permet de se spécialiser dans l'activité agricole.

On retrouve les mêmes stratégies en Haute et Moyenne Casamance, où les ménages les plus riches ont un cheptel plus important. Ils bénéficient par

## SYNTHESE ET THEMES DE DEBAT : RECOMPOSITIONS OU STRATEGIES D'ADAPTATION?

Les résultats de l'étude RuralStruc montrent que le monde rural sénégalais reste largement agricole et qu'il est caractérisé par une grande pauvreté. La quasi-totalité des ménages vivent encore de l'agriculture, mais celle-ci génère des revenus très faibles pour un grand nombre d'entre eux.

Les écarts entre régions sont importants et sont généralement renforcés par les différences d'investissements publics en faveur de l'agriculture et des infrastructures. Des différences fortes existent également entre ménages au sein d'une même région, liées pour l'essentiel à la dotation en actifs productifs.

Ainsi, les mutations successives du secteur agricole ont affecté de manière différente les ménages ruraux. Les plus pauvres, qui sont aussi les plus vulnérables aux risques agro-environnementaux et économiques, ont des stratégies de « survie », qui sont les plus fréquentes. Celles-ci sont constituées essentiellement de petites activités informelles et mal rémunérées, complétant de faibles revenus agricoles, et offrant peu de possibilités réelles de sortie de la pauvreté. A l'opposé, les ménages les mieux dotés en facteurs se sont spécialisés dans la production agricole quand l'environnement est favorable (Delta) ou se sont engagés plus rarement dans une dynamique de changement structurel par la diversification de leurs sources de revenus hors de l'agriculture (Bassin arachidier).

La connexion des zones rurales aux marchés urbains (marchés de l'emploi, même informel, et vente de produits agricoles) a été déterminante dans le développement d'une nouvelle économie rurale. Ainsi, la proximité de villes telles que Dakar, Touba, Thiès, Saint-Louis ou Kaolack, qui sont reliées aux zones du Bassin arachidier par des routes goudronnées (à moins de deux heures de transport), ont permis aux ménages ruraux de saisir des opportunités hors du secteur agricole et ont favorisé l'émergence de systèmes composites d'activités multi-localisés (modèle d'archipel). Mais la pauvreté reste une réalité pour la grande majorité des ménages qui n'ont pas de réelles capacités d'investissement et suggère l'existence de trappes à pauvreté.

Ces résultats posent de nombreuses questions pour les politiques publiques :

Comment peut-on réduire la pauvreté rurale de manière significative et durable ? Quel rôle l'agriculture peut-elle et doit-elle jouer ?

Comment augmenter les niveaux de productivité dans l'agriculture (terre, travail, capital) pour permettre à la majorité des ménages ruraux de mieux vivre de leur activité principale en dégageant des excédents pour le marché national?

Quels investissements faudrait-il pour faire évoluer les structures de production des ménages ruraux les plus pauvres : accès au foncier, aménagements fonciers de type conservation des eaux et du sol, accès à l'irrigation, équipements et animaux, etc. ?

Comment prendre en charge la masse de producteurs cantonnés dans des activités agricoles de faible productivité, s'adonnant à l'auto-emploi temporaire mais offrant peu de perspectives réelles de sortie de « l'impasse rurale » ? Comment résoudre durablement le problème du sous-emploi en milieu rural ?

Comment accompagner le processus de changement structurel pour les ménages qui se sont engagés dans des activités hors de l'agriculture et comment renforcer ces dynamiques de diversification à partir d'une approche territorialisée renforçant l'articulation villes-campagnes (centres de services, appuis techniques et financiers)?

### Références :

- Ba C.O., Diagana B, Dièye P.N., Hathie I., Niang M., 2009. Changements structurels des économies rurales dans la mondialisation, Programme RuralStruc Sénégal – Phase II, IPAR/ASPRODEB : 196 p
- Faye J., Bâ C. O., Dièye P. N., Dansokho M., 2007. Implications structurelles de la libéralisation sur l'agriculture et le développement rural au Sénégal (1950-2006). Rapport première phase Rural Struc. Banque Mondiale/ASPRODEB. 224 p.
- MEF/DPS, 2004. Rapport de synthèse de la deuxième enquête sénégalaise auprès des ménages (ESAM II). République du Sénégal/MEF/DPS. 260 pages.
- Minvielle, J-P., A. Diop et Aminata Niang "La pauvreté au Sénégal: des statistiques à la réalité" Karthala, 2005.

### Contacts :

coba@refer.sn /  
ipar@ipar.sn

### Pour en savoir plus

<http://www.ipar.sn>

<http://www.worldbank.org/afr/ruralstruc>

Cette édition a bénéficié de l'aide du CRDI (Initiative Think Tank)

